



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Mylène FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Serge DESSEIGNE, Hind EMAD, Maryse FAYE

Environnement - Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) - Aide financière à la rénovation énergétique performante de logements - Approbation du dispositif

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La rénovation énergétique des logements a été identifiée depuis plusieurs années comme un enjeu phare du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), en cours d'élaboration, renouvelle et précise ce constat : le secteur du bâtiment représente, en effet, 48% des consommations énergétiques du territoire, dont 25% pour le secteur résidentiel. De plus, 18% de la population de la Métropole est estimée se trouver en situation de précarité énergétique, alors qu'au niveau national le taux se situe à 12%.

Outre l'impact sur l'atténuation au changement climatique, la rénovation énergétique des logements répond également à plusieurs enjeux complémentaires :

- Economiques : augmentation du pouvoir d'achat des ménages par la réduction de leur facture énergétique, valorisation patrimoniale, activité économique locale ;
- Sociaux : réduction de la précarité énergétique, amélioration du confort hivernal et estival des occupants.

Face à ce constat, le plan d'actions du PCAET visera la rénovation de 90% du parc résidentiel à l'horizon 2050, avec un gain énergétique de plus de 40%. En 2021, la Métropole s'est fixé un objectif de 1 300 logements rénovés, puis une augmentation progressive chaque année pour atteindre 4 500 rénovations par an à partir de 2030.

La Métropole a pour objectif de favoriser la rénovation du parc privé ancien sur le territoire de la Métropole, et notamment via l'amélioration de la performance énergétique des logements, la lutte contre l'habitat indigne, l'aide à l'autonomie dans le logement des personnes en situation âgées et de handicap, et redressement des copropriétés les plus en difficulté.

Pour ce faire, la Métropole assure l'instruction, l'ordonnancement et le paiement des demandes d'aides financières, sous conditions de ressources, en qualité de délégataire des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et sur ses fonds propres, via notamment les dispositifs programmés suivants :

- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH - RU) Courreau Figuerolles Nord-Ecusson (2016-2021) et démarche en cours pour la définition d'un nouveau périmètre opérationnel ;
- OPAH Copropriétés Dégradées Mosson (2019-2024), site national prioritaire du Plan Initiative Copropriété (PIC) lancé par l'Etat et l'ANAH ;
- Plan de Sauvegarde Cévennes, phase d'élaboration : 2019-2021 ; phase de réalisation : 2022-2026, site régional du Plan Initiative Copropriété ;
- Programme d'Intérêt Général (PIG) « Rénover pour un habitat durable et solidaire » (2019-2024) qui couvre la totalité du territoire de la Métropole, hors OPAH et Plan de Sauvegarde.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole a répondu à un appel à projets du Programme Investissement d'Avenir « EcoCité – Ville de Demain » portant sur la rénovation thermique de copropriétés des Trente Glorieuses. Des financements pour l'accompagnement et les travaux de ces copropriétés ont été obtenus via ce programme qui vise un niveau de performance exemplaire (Bâtiment Basse Consommation Rénovation (BBC)). A ce jour 4 résidences sont intégrées au programme qui arrive à son terme et qui a confirmé la complexité d'atteindre ce niveau de performance BBC rénovation pour des copropriétés en climat méditerranéen.

En complément, la Métropole a mis en place sur son territoire, en 2018, une Plateforme Territoriale de Rénovation Énergétique de l'habitat privé (PTRE) nommée Rénov'Energie. Le dispositif bénéficiait du soutien de l'ADEME (Agence de la Transition Ecologique) pour une durée de 3 ans (2018-2021). L'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) a été positionnée comme l'opérateur principal du dispositif auprès des particuliers et des copropriétés. L'accompagnement Rénov'Energie a complété le conseil de premier niveau (Espace Info Energie) porté par l'ALEC depuis plusieurs années, afin d'accompagner les ménages dans leur projet de rénovation énergétique dans un objectif de massification. Un partenariat formalisé par la signature d'un accord-cadre le 6 juin 2018, a de plus été noué avec les acteurs locaux, chacun apportant son expertise : Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL), Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE), Fédération du Bâtiment de l'Hérault (FFB), Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB), Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) en qualité de délégataire du Réseau Montpellierain de Chaleur et de Froid (RMCF).

Après 3 ans de fonctionnement, Rénov Energie a permis d'accompagner le projet de rénovation de 900 logements dont 75% en copropriété et 25% en logements individuels. Cette première expérience a mis en lumière un réel besoin et une plus-value de Rénov'Energie pour orienter les particuliers vers les travaux les plus efficaces et les sources de financements disponibles.

Fort de ces expériences, la Métropole a souhaité poursuivre ses actions et les amplifier, en répondant à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) de la Région Occitanie qui prend le relais du dispositif porté initialement par l'ADEME. Ainsi, en décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole était lauréate de l'AMI afin d'assurer le déploiement d'un guichet unique Rénov'Occitanie sur son territoire. Celui-ci est mis en œuvre depuis le 1^{er} avril 2021 par l'ALEC, et accompagne les particuliers et les copropriétés dans leur parcours de rénovation. Un premier service d'information et de conseil de 1^{er} niveau, neutre et gratuit, est proposé aux particuliers sur les actions de rénovation, de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables à l'échelle de l'habitat individuel ou collectif privé. A l'issue de ce premier niveau d'information, il est proposé un parcours d'accompagnement pour les ménages qui souhaitent s'engager dans un projet de rénovation avec un objectif de 40% d'économie d'énergie minimum. Ce parcours comprend deux étapes : la définition du projet d'amélioration thermique de l'habitat dans le cadre d'un audit puis l'accompagnement aux travaux.

La phase audit est réalisée par des opérateurs retenus dans le cadre du dispositif régional, dont la prestation est financée par la Région sauf un reste à charge de 90 € pour les ménages. Souhaitant encourager les ménages et les copropriétés dans leurs démarches vers des rénovations ambitieuses, la Métropole souhaite que l'accompagnement à la définition du projet d'amélioration thermique de l'habitat reste gratuit pour les particuliers. Ainsi, la Métropole décide de financer le reste à charge de 90 € de l'audit réalisé par les opérateurs du dispositif régional sur les logements privés de son territoire.

Compte tenu du fait que le Guichet Unique est fonctionnel depuis le 1^{er} avril, le financement du reste à charge est rétroactif au 1^{er} avril 2021, afin de ne pas pénaliser les ménages qui se sont déjà engagés dans le dispositif depuis quelques semaines.

De plus, dans l'optique d'atteindre les objectifs du PCAET et de créer un véritable effet levier vers le passage à l'acte, la Métropole décide d'apporter une aide financière, d'un montant de 1 300 €, attribuée aux propriétaires et copropriétaires, habitants ou bailleurs, d'un logement individuel ou en copropriété sur le territoire de la Métropole, sans conditions de ressources, pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique de leur logement, permettant d'atteindre le seuil de 40 % d'économie d'énergie. Cette aide financière de la Métropole est complémentaire et cumulable avec les autres dispositifs existants d'aide à la rénovation énergétique des logements, qu'ils soient métropolitains, régionaux ou nationaux. Cette aide sera effective à compter de la date exécutoire de la présente délibération.

Un règlement définit les modalités d'attribution de cette aide financière. A l'instar des dispositifs d'accompagnement des particuliers dans leur parcours de rénovation, déjà mis en place, la Métropole entend, à travers ce dispositif d'aide financière, soutenir la réalisation de travaux de rénovation des logements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'attribuer aux propriétaires de logements de Montpellier Méditerranée Métropole une aide de 1 300 €, sans conditions de ressources, pour la réalisation de travaux de rénovation d'un logement permettant d'atteindre le seuil de 40% d'économie d'énergie ;
- De dire que l'aide est accordée selon les modalités exposées dans le règlement ;
- D'approuver la convention type de subvention aux travaux de rénovation énergétique d'une copropriété ;
- D'approuver la prise en charge par la Métropole des 90 € du reste à charge de la phase audit du parcours d'accompagnement Rénov'Occitanie ;
- D'approuver la convention de partenariat avec l'AREC pour cette prise en charge ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160838-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de Règlement d'Attribution de l'aide financière pour des travaux de rénovation énergétique
- Projet de convention type Copropriété
- Convention Partenariat AREC et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.